

« Le manque de transparence et de prudence dans la gestion, valorisation et conservation des ressources naturelles : nuire au processus du Développement Durable à Madagascar ».

Par Dr. Dorient RAVELOJAONA. E-mail : velojaoana@gmail.com

tel : 032 11 982 33 et 032 45 390 20

Par

Dr. RAVELOJAONA Dorient

Enseignant-Chercheur à l'Université de Toamasina

E-mail : velojaoana@gmail.com et dorientr@yahoo.com

Tel : 032 11 982 33 – 032 45 390 20

Co-auteurs :

Dr. RATOVOHAJA Hanitra

Enseignant-Chercheur à l'IUGM Mahajanga

E-mail : hanitra_ratovohaja@yahoo.fr

Tel : 032 83 917 41

Dr. ZAFITODY Conscient

Enseignant chercheur à l'Université de Toamasina

E-mail : cozafitody@yahoo.fr

Tel : 032 11 981 24

M. RAVELOJAONA Félicien

Doctorant à l' EDEN Université de Mahajanga,

E-mail : felicienravelojaona@yahoo.fr

Tel : 032 93 199 63

RESUME

En parlant du développement durable à Madagascar, nul ne peut contredire que c'est faisable. Grâce à ses richesses naturelles et humaines, Madagascar pourrait devenir un pays exemplaire en matière de développement durable : un pays où les ressources naturelles auront contribué à réduire la pauvreté et stimuler l'économie de la nation vers une croissance soutenue et inclusive, et où la biodiversité et les paysages seront préservés et valorisés. Cette vision nécessite la bonne gouvernance du capital naturel du pays et l'instauration d'un pacte avec les communautés locales et autorités décentralisées, les impliquant activement dans la gestion pérenne des ressources naturelles. En exploitant de manière durable les ressources naturelles renouvelables et non-renouvelables, en assurant la collecte et la gestion efficaces des recettes générées, ainsi que leur utilisation transparente et équitable, ces revenus pourraient contribuer à inverser la tendance actuelle d'une main d'œuvre peu qualifiée et des infrastructures dégradées et inégales. Les ménages seraient en bonne santé, les villes propres, et les investissements se conformeraient à la législation nationale, pour un développement harmonieux et respectueux de l'environnement. Le pays pourrait ainsi attirer les touristes à la recherche de la biodiversité, des traditions et de l'hospitalité ainsi que des paysages terrestres et marins uniques

Mots clés : Développement durable, valorisation, conservation, gestion, ressources naturelles, environnement, investissement, gouvernance, richesse, transparence, équitable.

ABSTRACT

Speaking of sustainable development in Madagascar, no one can argue that it is feasible. With its natural and human resources, Madagascar could become an exemplary country for sustainable development: a country where natural

resources have helped to reduce poverty and stimulate the nation's economy towards sustained and inclusive growth, and where biodiversity and landscapes will be preserved and valued. This vision requires good governance of the country's natural capital and the establishment of a pact with local communities and decentralized authorities, actively involving them in the sustainable management of natural resources. By sustainably exploiting renewable and non-renewable natural resources, by ensuring the efficient collection and management of revenues generated, as well as their transparent and equitable utilization, these revenues could help to reverse the current trend of a workforce, poorly qualified and uneven and uneven infrastructure. Households would be in good health, cities clean, and investments would be in line with national legislation for harmonious and environmentally friendly development. The country could thus attract tourists in search of biodiversity, traditions and hospitality as well as unique landscapes and seascapes

Key words: Sustainable development, valorisation, conservation, management, natural resources, environment, investment, governance, wealth, transparency, equitable.

« Le manque de transparence et de prudence dans la gestion, valorisation et conservation des ressources naturelles : nuire au processus du Développement Durable à Madagascar ».

Par Dr. Dorient RAVELOJAONA. E-mail : velojaoana@gmail.com

tel : 032 11 982 33 et 032 45 390 20

I – INTRODUCTION

Beaucoup de chercheur et analyste affirme que la pauvreté qui engendre le non-développement à Madagascar est un paradoxe. Grace aux ressources naturelles (renouvelable comme les forêts, les animaux ect... et non-renouvelable comme le Titane, Or, Nickel, pétrole, phosphore, saphir...) qu'il possède en grande quantité ; Madagascar est considéré le pays le plus riche au monde.

Toutes ces richesses peuvent constitue un capital non renouvelable et renouvelable pour le pays dans le cadre du développement économique. En se référant à certain pays, comme le Chili ou le Botswana, qui ont prouvé que le secteur minier permet d'optimiser l'avantage comparatif de l'économie et de contribuer au développement durable et à la croissance partagée s'il est bien gérer. Pourquoi pas chez nous ?

Nous pouvons héberger cette réussite ; malgré la signe flagrante du début de processus d'épuisement du fait d'une exploitation mal gouvernancée à l'exemple de celle non contrôlée de bois de rose et pierres précieux. Et en dehors de ceux-ci, il en est ainsi des populations riveraines des réserves naturelles qui ont

leurs propres conceptions de ces ressources. Certes ces situations devient un problématique, dans le cas où :

➤ La conservation des aires protégées de Madagascar implique d'importantes restrictions des droits d'accès des populations locales aux ressources naturelles dont elles dépendent.

➤ L'Etat et la population ne pas convainquent que les retombées économiques de ces secteurs pour le court et le long terme dépend de sa gestion transparente et saine.

➤ Les dirigeants sont au service de son pays partenaire politique et économique.

L'observation de ce fait, qui nous pousse à choisir le thème de notre article : « Le manque de transparence et de prudence dans la gestion, valorisation et conservation des ressources naturelles : nuire au processus du Développement Durable à Madagascar ».

L'intérêt de cet article est d'attiré l'intention du dirigeant de continuer à confronter à la question non résolue des OMD bien après 2015 et de l'ODD qui est trois ans déjà à l'épreuve pour Madagascar. Et cette fois ci nous devons faire à notre manière en mobilisant, en

« Le manque de transparence et de prudence dans la gestion, valorisation et conservation des ressources naturelles : nuire au processus du Développement Durable à Madagascar ».

Par Dr. Dorient RAVELOJAONA. E-mail : velojaoana@gmail.com

tel : 032 11 982 33 et 032 45 390 20

utilisant, en valorisant et conservant nos atouts naturels.

Dès lors, nos questions de recherche sont les suivantes :

✓ Est-ce-que l'Etat Malgache n'a jamais profité de ses ressources pour démarrer son économie ?

✓ Dans le cadre du développement durable, faut-il détruire ou conserver les ressources ?

✓ Quels sont les impératifs du développement Durable pour un pays en-développement comme Madagascar?

En vue d'y apporter des réponses, nous avons émis deux hypothèses à savoir :

✓ Développement durable à Madagascar est une réalité prématurée.

✓ Le non-développement pour Madagascar est un problème de gouvernance non pas un problème des ressources.

✓ Madagascar est une économie de gouffre.

Résultat attendu : Madagascar deviendra un pays exemplaire en matière de développement durable grâce aux richesses qu'il possède.

Afin de mener à bien cette recherche, une méthodologie a été adoptée. De prime abord, la possession d'un maximum d'informations liées à notre thème est capitale. Cela nous a amené à faire une

recherche bibliographique en consultant des ouvrages, des articles et de différents sites internet. Par la suite, une descente sur terrain a été effectuée, pour accomplir des études de cas à l'égard de quelques organisations nationales et internationales, au niveau de différents ministères

II – Matériels et Méthodes

II – 1 Matériels

A – Madagascar

Madagascar est situé à l'est de l'Afrique et séparé de 400 km par le canal du Mozambique. Madagascar est un fragment de l'ancien supercontinent du Gondwana avec une superficie de 587 047 km². Dans les premiers temps du Mésozoïque (il y a 245-150 Ma), cette masse terrestre était composée de ce qui est maintenant l'Afrique, l'Amérique du sud, l'Australie, Madagascar, l'Inde, le Sri Lanka, l'Antarctique et une partie des Seychelles¹. Le Gondwana a commencé à se disloquer il y a environ 160 Ma, et sa portion orientale (composée de Madagascar, l'Inde, l'Australie, l'Antarctique et une partie des Seychelles) a commencé à dériver vers l'est.

De 1896 à 1960, Madagascar vit sous la colonisation française. Jusqu'en 1946,

¹ Steven M. Goodman, « Paysages naturels et biodiversité de Madagascar, publications scientifiques Muséum, Paris, WWF, 2008.

« Le manque de transparence et de prudence dans la gestion, valorisation et conservation des ressources naturelles : nuire au processus du Développement Durable à Madagascar ».

Par Dr. Dorient RAVELOJAONA. E-mail : velojaoana@gmail.com

tel : 032 11 982 33 et 032 45 390 20

les Malgaches restent soumis au Code de l'indigénat et sont considérés comme des sujets français. Ils ne bénéficient de libertés démocratiques et de meilleures conditions de vie qu'après la Seconde Guerre mondiale. L'économie est dominée par les colons, les compagnies commerciales et les entreprises français (c'est-à-dire toutes décisions politiques, et stratégiques dans le cadre de développement sont édictées par les colons)².

A partir de 1960, Madagascar a obtenu son Indépendance est devenue République de Madagascar. La démocratie et le principe de l'Etat de droit constituent le fondement de la République. Sur le plan découpage territorial, l'île est structurée en un système de collectivités territoriales décentralisées composées de Fonkotany, Communes et de Régions.

Carte n°1 : Découpage territorial de l'île



Source : Madagascar location map, 2019.

B – Le concept du développement Durable

Dans ce paragraphe nous allons connaître la Positionnement des Objectifs du Développement Durable

- Au niveau mondial

La mise en œuvre des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) se terminera à fin 2015. Pour consolider les acquis dans un nouveau cycle programmatique de 15 ans, l'Organisation des Nations Unies (ONU) a entamé depuis 2012 des consultations et des réflexions sur la future stratégie de développement qui prendra le relai de l'après 2015.

La Conférence des Nations Unies sur le Développement Durable Rio+20, Brésil, tenue à cet effet en juin 2012 figure, parmi tant d'autres, l'événement mondial

² RASOLOARISON Lalaso Jeannot, Histoire de Madagascar, éditions jeunes Malgaches, 48pages, 2015.

« Le manque de transparence et de prudence dans la gestion, valorisation et conservation des ressources naturelles : nuire au processus du Développement Durable à Madagascar ».

Par Dr. Dorient RAVELOJAONA. E-mail : velojaoana@gmail.com

tel : 032 11 982 33 et 032 45 390 20

le plus marquant de par la Déclaration et les engagements solennels des nations qui en sont sortis. Son document final, qui a pour thème *«L'avenir que nous voulons»*, recommande la nécessité de lancer un programme de travail sur l'ensemble de l'évaluation du progrès pour apporter un complément au produit intérieur brut (PIB) afin de mieux enrichir les décisions politiques et les négociations.

La Conférence reconnaît que les objectifs devraient être conformes et intégrés au programme de développement de l'Organisation des Nations-Unies pour l'après 2015 et elle demande qu'un mécanisme intergouvernemental transparent et participatif, ouvert à toutes les parties prenantes soit mis en place.

Le document indique également que les objectifs du développement durable (ODD) doivent se limiter en nombre, en aspirations et faciliter la communication ; les trois dimensions économie, social et environnement doivent être abordées de façon équilibrée. Une feuille de route mondiale, à décliner par continent et par pays est par la suite adoptée.

Depuis son lancement officiel en 2016, la notion de développement durable connaît une popularité croissante dans les

pays en développement, y compris dans les pays les moins avancés qui se caractérisent, notamment, par leur extrême pauvreté, la faiblesse de leurs économies, l'insuffisance de leurs ressources institutionnelles et humaines et, souvent, leur vulnérabilité aux catastrophes naturelles. Aujourd'hui, il devient un modèle de gouvernance. Dans ce cas, il constitue la voie conduisant à concilier croissance économique et développement écologique, le développement durable apparaît alors aussi comme étant un nouveau modèle de gouvernance générant à la fois des perspectives économiques, sociales et écologiques. Ce modèle de gouvernance accorde beaucoup plus d'importance aux éléments naturels et s'appuie sur la comptabilité entre éléments naturels et éléments économiques. La création d'un langage commun entre l'économie et écologie, soumet l'économie et conduit entre autres, à revisiter les principaux indicateurs de croissance économique, pour les adapter au nouveau paradigme.

Toutefois, ce souci d'amélioration des indicateurs économiques est apparu bien avant la popularisation du concept de développement durable. Depuis les années 1980, certains auteurs s'activent à

« Le manque de transparence et de prudence dans la gestion, valorisation et conservation des ressources naturelles : nuire au processus du Développement Durable à Madagascar ».

Par Dr. Dorient RAVELOJAONA. E-mail : velojaoana@gmail.com

tel : 032 11 982 33 et 032 45 390 20

accélérer la transformation des indicateurs traditionnels de croissance économique, pour tenir compte des critiques formulées à leur rencontre. Le premier de ces indicateurs, le produit intérieur brut par tête (PIB/tête), qui reste considéré comme le principal indicateur de croissance économique, a été fortement critiqué par de nombreux auteurs dont A. Sen (1977 ; 1987). Les critiques reviennent notamment sur l'incapacité de cet indicateur à intégrer les transformations qualitatives de la société.

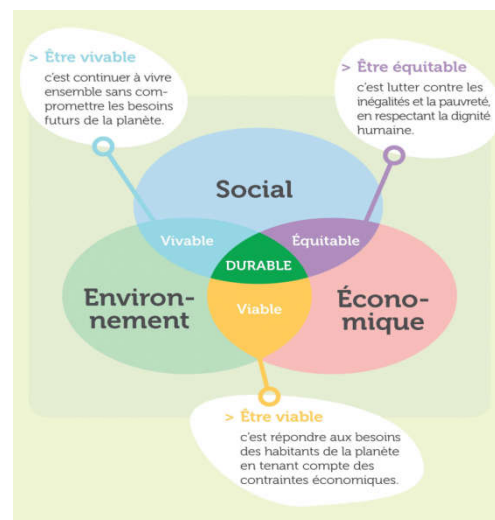
La persistance de ces critiques justifie les espoirs mis dans les indicateurs du développement humain (IDH). Ces derniers apparaissent en effet, comme un moyen d'associer les indicateurs qualitatifs aux indicateurs quantitatifs, pour caractériser le développement. Ainsi, par exemple, le taux de scolarisation des enfants, le taux de natalité...ont pris une place de plus en plus importante dans l'analyse notamment transversale de la croissance (Barro, 1990 et +)³.

De même, tel qu'il est calculé aujourd'hui, le taux de croissance du PIB

(verdi) se trouve être lié à des transformations qualitatives de la société dans les domaines économique (production, consommation de masse), social (taux de scolarisation, santé publique...), démographique (pyramide des âges, taux de natalité...) et écologique (épuisement des ressources naturelles, pollution...)

La notion de développement durable reprend à son compte, l'ensemble de ces transformations de l'analyse économique de la croissance.

Figure n°1 - Résumé de la dimension du développement durable



Source : Auteur, 2019

Cette figure montre la composante dimensionnée qui assure un lien étroit entre les objectifs économiques, sociaux et écologiques. Ce point de vue engendre un

³ Selon le PNUD, la composante «éducation» de l'IDH est actuellement mesurée en termes d'années de scolarisation des adultes âgés de 25 ans et en termes d'années de scolarisation escomptées pour les enfants d'âge scolaire. Les années de scolarisation moyennes sont estimées sur la base de la durée de la scolarité pour chaque niveau éducatif (pour plus de détails lire Barro et Lee, 2010)

« Le manque de transparence et de prudence dans la gestion, valorisation et conservation des ressources naturelles : nuire au processus du Développement Durable à Madagascar ».

Par Dr. Dorient RAVELOJAONA. E-mail : velojaoana@gmail.com

tel : 032 11 982 33 et 032 45 390 20

constat simple: il apparaît difficile de concilier un strict équilibre entre elles.

Elle repose sur trois piliers :

- i) Un pilier économique, le développement durable ne doit pas compromettre le progrès économique en limitant l'initiative et l'innovation ;
- ii) Un pilier social, le progrès économique doit être accompagné d'un progrès social appréhendé par la qualité des services de santé, de logement... ;

iii) Et un pilier écologique, la préservation et la valorisation des milieux naturels deviennent une nécessité pour l'avenir.

En bref, le développement durable doit être à la fois économiquement efficace, socialement équitable et écologiquement tolérable. Le social doit être un objectif, l'économie un moyen et l'environnement une condition. Le développement est « durable » s'il est conçu de manière à en assurer la pérennité du bénéfice pour les générations futures.

La mobilisation des ressources a été un facteur contraignant. Les engagements pris par les pays partenaire n'ont pas permis de combler le gap de financement bien que la

capacité contributive du pays ait été pleinement sollicitée.

La mise en œuvre des OMD et même de l'ODD a été censée s'intégrer dans les cadres de planification du développement du pays. Dans la plupart des cas, cette intégration n'a pas été généralisée par la plupart des secteurs et semble être seulement de pis-aller, d'où il n'y a pas eu suffisamment de synergie intersectorielle et de cohérence des actions.

- Au niveau Régional

Toutes réflexions sur le développement durable ont démarré dès 2012 au niveau du continent africain. Le Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement tenue en mai 2013 à Addis-Abeba a créé le Comité de haut niveau sur le programme de développement de l'après 2015 pour superviser le processus africain, de fournir des orientations politiques et de proposer la position commune de l'Afrique. Par la suite, la Commission de l'Union Africaine en collaboration avec l'Agence NEPAD, la CEA, le PNUD, la BAD, le FNUAP et d'autres organisations importantes œuvrant sur le continent a été mandatée pour déterminer les priorités de l'Afrique et ce, en conformité avec la Vision africaine 2063. Un document technique sur les objectifs, les indicateurs

« Le manque de transparence et de prudence dans la gestion, valorisation et conservation des ressources naturelles : nuire au processus du Développement Durable à Madagascar ».

Par Dr. Dorient RAVELOJAONA. E-mail : velojaoana@gmail.com

tel : 032 11 982 33 et 032 45 390 20

et les cibles pour la position africaine commune sur l'Agenda de développement post-2015 a été ainsi préparé et élaboré pour servir de base quant à la contribution de l'Afrique au cadre d'indicateurs sur les Objectifs de Développement Durable.

Dans cette optique, cinq sous-régions ont été constituées pour poursuivre la réflexion. Les priorités des sous-régions Afrique de l'Est et Afrique Australe concernent Madagascar. Il s'agit, entre autres, d'une croissance économique forte et soutenue traduite en termes d'emplois et de développement humain ; l'amélioration de l'éducation, de la santé, de la nutrition, la lutte contre la pauvreté et les inégalités, la formation professionnelle, la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, la gestion durable de l'environnement et les changements climatiques, le développement des énergies renouvelables, le développement des infrastructures, l'augmentation de la productivité et de la valeur ajoutée agricoles⁴.

- Au niveau national

Pour Madagascar, l'intégration de la dimension « développement durable »

dans les politiques et stratégies de développement n'est pas une nouveauté pour le pays et ce, depuis l'adoption de la Charte de l'Environnement en début des années 90 et des implications institutionnelles, techniques, réglementaires, spatiales (décret MECIE ; Office National de l'Environnement, permis environnemental, PNAE, aires protégées, etc) qui ont suivi. Le pays s'est engagé par ailleurs dans nombreux protocoles/conventions mondiaux tels celui de Kyoto, de la Biodiversité, du Changement Climatique...

Des initiatives et partenariats mondiaux sont enfin développés à l'exemple de WAVES ou de l'IETI. En outre, les résultats mitigés obtenus dans la mise en œuvre des OMD, les effets de la crise 2009, la vision du Président de la République, l'existence de la nouvelle stratégie nationale de développement à travers le Plan National de Développement (PND) sont autant de paramètres à prendre en compte dans la mise en œuvre du processus des ODD.

Aussi, le Ministère de l'Economie et de la Planification, de par sa mission régalienne de planification et de conception de politique économique, a présenté en communication verbale en

⁴ Rapport du Comité de haut niveau sur le programme de développement, mai 2013.

« Le manque de transparence et de prudence dans la gestion, valorisation et conservation des ressources naturelles : nuire au processus du Développement Durable à Madagascar ».

Par Dr. Dorient RAVELOJAONA. E-mail : velojaoana@gmail.com

tel : 032 11 982 33 et 032 45 390 20

Conseil des Ministres en date du 25 Juin 2015, le processus ODD à mener dans le pays. Un cadre institutionnel est ainsi institué composé de deux structures : le Comité d’Orientation et de Suivi (COS) en charge du pilotage du processus et le Comité Technique (CT), structure opérationnelle.

Au-delà des initiatives menées d’ici et là, les consultations nationales s’étaient avérées indispensables et constituent des éléments clés du processus de par les principes d’appropriation, de participation et d’engagement y véhiculés, lesquels formeront les conditions de réussite des actions futures à mettre en œuvre. Dans cette optique, un atelier de consultation nationale sur les Objectifs du Développement Durable (ODD)s’est tenu le 24 au 26 Août 2015 à l’Hôtel Panorama, Antananarivo.

II -2 Méthodes

A – Valorisation, conservation et gestion efficace des ressources naturelles du pays.

La plus part de chercheur disait que, Madagascar possède des ressources naturelles inestimables et classée dans l’Hotspots grâce a sa biodiversité spécifique qu’on ne trouve pas nulle part ailleurs. En exploitant de manière durable les ressources naturelles renouvelables et

non-renouvelables, en assurant la collecte et la gestion efficaces des recettes générées, ainsi que leur utilisation transparente et équitable, ces revenus pourraient contribuer à inverser la tendance actuelle d’une main d’œuvre peu qualifiée et des infrastructures dégradées et inégales. Les ménages seraient en bonne santé, les villes propres, et les investissements se conformeraient à la législation nationale, pour un développement harmonieux et respectueux de l’environnement.

En plus la spécificité de notre biodiversité attire les touristes, ce dernier est une source de revenue durable pour le pays a titre d’exemple à l’époque de la Présidence de Marc RAVALOMANANA, le secteur tourisme a généré presque de plusieurs centaine des millions USD.

B – La bonne gouvernance

Comme le concept de développement durable, omniprésent dans le discours des entreprises et des gouvernements depuis la fin des années 80 a largement contribué à populariser cette vision « win-win » des relations entre les actions environnementales et les intérêts économiques. Selon Michael Porter en particulier, les pressions environnementales et les investissements verts contribuent à améliorer la compétitivité des entreprises ainsi que celle

des nations où la réglementation est la plus sévère (Porter, 1991; Porter et Van Der Linde, 1995).

Mais dans ce cas nous devons trouver un équilibre entre conservation et besoins. En tenant compte que la survie de plus de 85% de la population malgache dépend des ressources naturelles⁵. Et cette dernière croire à son inépuisabilité face à sa gratuité.

D'où l'importance de la réhabilitation du rôle de leadership du gouvernement et l'application de l'État de droit dans la gestion de l'environnement et des ressources naturelles.

L'adoption des différents textes régissant à l'environnement et à la gestion des ressources naturelles du pays tels que : (la MECIE, COAP la GELOSE, l'adoption de loi organique n° 2015-056 du 03 février 2016 portant création de la « chaine spéciale de lutte contre le trafic de bois de rose et/ou de bois d'ébène » et répression des infractions relatives aux bois d'ébène ect...) marque la volonté de l'administration de conserver et gérer notre ressources naturelles durable. Mais il doit tenir compte, le principe du développement

durable qui est de satisfaire le besoin de la génération présent sans compromettre celui du futur.

C – Prépondérance de la théorie « win-win »

Le problème du non-développement est une affaire de tous le monde. Alors pour que le développement soit rapide et durable il faut impliquer tous le monde c'est-à-dire tous les acteurs.

Dans ce cas tous les acteurs doit recevoir ses avantages sans distinction comme le contribuable, les entreprises, l'Etat, les Investisseurs ect...

C'est la source de relation conflictuelle entre la théorie Ricardienne qui est valorisée par la Commission Mondiale sur l'Environnement et le Développement, 1988, p.51) en évoquant la stratégie de développement durable en affirmant que la reprise de la croissance, associée à une redistribution plus équitable des richesses et au respect des équilibres naturels est indispensable pour assurer un mode de développement soutenable, c'est-à-dire un développement *“qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs”*. Cette idée est opposée à la proposition malthusienne du Club de Rome, qui acclame l'insuffisance des ressources à distribuer qui rend le

⁵ Dr. Dorient RAVELOJAONA, est-il réalisable de gérer et de conserver l'environnement tout en assurant besoins du présent et celui de la génération futur, publication Mada-géo : journal sciences de la terre, volume 1, ISSN 207464587, 2018, Madagascar.

partage inéquitable parce que la population d'un pays augmente toujours plus vite que la production des ressources nécessaires pour assurer son existence.⁶

III – RESULTAT

Madagascar est incontestablement l'un des pays les plus riches au monde lorsqu'on parle de ressources naturelles. Pour ce pays, c'est possible de juguler la pauvreté à travers une exploitation, gestion et conservation durable et efficace de nos ressources naturelles. Voici quelques exemples de la richesse de Madagascar en ressources naturelles qui ont contribué et qui contribuent au développement économique durable de ce pays.

III-1 Ressources naturelles non-renouvelables.

Madagascar possède des ressources naturelles inestimables comme le graphite, la chromite, le charbon, la bauxite, le sel, le quartz, le sable bitumineux, le mica ainsi que plusieurs pierres précieuses dont l'émeraude, le rubis et le saphir et des pierres fines. Particulièrement, le Sud de la Grande île regorge de grandes réserves de pétrole, de pierres et de métaux précieux (or, platine, argent, saphir, rubis, émeraude, topaze, grenat...), et on y trouve même des minéraux radioactifs.

A titre de Rappel :

Pour le secteur minier ça fait déjà 15 ans que le pays a connu un développement majeur avec le lancement de deux projets industriels de classe mondiale. Madagascar exploite la chromite de manière industrielle depuis la création de la COMINA en 1966, nationalisée 10 ans plus tard et rebaptisée Kraomita Malagasy (Kraoma SA). Mais la production industrielle a pris un nouvel essor au tournant des années 2000 avec le développement de deux grands projets miniers industriels :

✓ L'exploitation d'ilménite (minerai de titane) et de zirsill (mélange de zircon et de ilménite) à Tolagnaro (Fort Dauphin), lancée en 2009 par la société Qit Madagascar Minerals (QMM), détenue à 80% par Rio Tinto et à 20% par l'Etat malgache, fruit d'un investissement global (au Canada et à Madagascar) de 1.1 Milliard \$ US. Le site accueille une mine, une usine flottante de concentration, une usine de séparation minérale, une centrale de production d'électricité et des installations portuaires. L'ilménite extraite⁷ est exportée puis enrichie au sein du complexe métallurgique Sorel-Tracy de Rio Tinto au Canada.

⁶ Donald Rutherford, dans population 2007/2 (volume 62) pages 253 à 280 mise en ligne sur Cairn.info 2007.

⁷ Source QMM, Décembre 2012.

« Le manque de transparence et de prudence dans la gestion, valorisation et conservation des ressources naturelles : nuire au processus du Développement Durable à Madagascar ».

Par Dr. Dorient RAVELOJAONA. E-mail : velojaoana@gmail.com

tel : 032 11 982 33 et 032 45 390 20

✓ L'exploitation de nickel et de cobalt (et de sulfate d'ammonium, sous-produit du raffinage) lancée fin 2012 par le Projet Ambatovy, un consortium de 4 actionnaires dont Sherritt International Corporation détient la majorité des parts (40%). L'investissement total est désormais estimé à 6,9 milliards \$US⁸. La pulpe de minerai, extraite près de Moramanga est acheminée vers l'usine de transformation de Toamasina par le biais d'un pipeline souterrain de 220 km de long pour y être traitée et raffinée⁹ puis exportée au port de Toamasina. Le développement de nouvelles mines à moyen terme dépendra de la reprise des marchés et de l'amélioration du climat des investissements à Madagascar.

L'ilménite de la côte Est et de Tuléar : l'abondance de sables riches en ilménite sur les côtes malgaches est connue depuis longtemps. A l'Est, la société chinoise Mainland a déjà exploité l'ilménite à petite échelle au Nord et au Sud de Toamasina⁹³. A l'Ouest, le gisement de Ranobe près de Tuléar a fait l'objet de travaux d'exploration et de pré faisabilité par la société Exxaro jusqu'en 2009 avant d'être repris par la société World Titanium Resources. Il est un des seuls projets à

avoir obtenu la transformation de son Permis de Recherche (PR) en Permis d'Exploitation (PE) sous le régime de la Transition. Fin 2013, l'Etude d'Impact Environnementale (EIE), dont l'approbation est une condition nécessaire au démarrage de la construction, était en cours, mais le retrait du partenaire Sichuan Lemon Titanium rendait le financement du projet incertain.

Le charbon de Sakoa : deux sociétés explorent en parallèle ce gisement connu lui aussi depuis longtemps : la société Madagascar Consolidated Mining S.A. (MCM) et PAM Sakoa Coal S.A. (PAM Sakoa). PAM Sakoa a obtenu une transformation de son PR en PE sous la Transition mais en est toujours au stade de la pré faisabilité ; MCM a obtenu la transformation de ses 5 PR en PE, dont 3 disposent déjà de leur permis environnemental. Des synergies sont recherchées entre MCM et PAM Sakoa pour la construction du corridor minier et l'exploitation commune des gisements. Des synergies sont également recherchées du côté de Soalara puisque le Projet Ambatovy, avec les sociétés MCM, PAM Sakoa et d'autres, envisagerait d'exploiter (si le contexte le permet) une carrière de calcaire qui se trouve dans la même région.

⁸ Source Ambatovy, mars 2013.

⁹ La capacité est de 60 000 tonnes de nickel par an

« Le manque de transparence et de prudence dans la gestion, valorisation et conservation des ressources naturelles : nuire au processus du Développement Durable à Madagascar ».

Par Dr. Dorient RAVELOJAONA. E-mail : velojaoana@gmail.com

tel : 032 11 982 33 et 032 45 390 20

✓ L'or de Betsiaka et Maevatanana : des permis miniers ont été alloués par appel d'offre international sur ces trois gisements en 2008 ; c'est finalement KRAOMA S.A. qui a racheté ces permis en 2010.

✓ Le fer de Soalala : le gisement a fait l'objet d'une prospection avancée dans les années 1980 puis a été réalloué par appel d'offres sur la base d'un projet de développement ambitieux en 2009, contre un « pas de porte » de 100 millions de dollars. Le gisement nécessite encore des sondages mais à ce stade de l'étude on évoque un investissement nécessaire de 4 à 8 milliards de dollars en raison des besoins en infrastructures (port, route, énergie etc.).

✓ La Bauxite de Manantenina : ACCES Madagascar et ESAMA MINERALS appartenant au groupe AZIANA Ltd. détiennent des PR sur ce gisement potentiel. La proximité avec les installations de QMM présenterait des avantages évidents.

✓ Les terres rares d'Ampasindava et Fotadrevo : la domination de la Chine et les pics occasionnels de prix sur le marché des terres rares renouvellent périodiquement l'intérêt pour les ressources en terres rares. Plusieurs projets sont actifs à Madagascar.

A Madagascar les recettes issues de la vente des substances minières c'est-à-dire les redevances minières et les ristournes minières, représentent au total 2% de la valeur marchande ou de la facture à la première vente des substances minières. Le calcul du montant des frais d'administration minière est basé, quant à lui sur les produits des frais d'administration minière annuels sur chaque permis délivré

Les recettes issues de la vente des substances minières sont perçues directement par le Trésor Public. Sur les 2% de la valeur marchande, les redevances minières représentent 0,6%, tandis que les ristournes constituent les 1,4% restant.

En bref, le secteur minier apporte un investissement direct étranger plus 12. 8 Milliard \$ US et une recette propre de 100 millions \$ US déclaré pour Madagascar.

III – 2 Ressources naturelles renouvelables

Madagascar est classé dans l'hotspots par sa biodiversité spécifique qu'on ne trouve pas nulle part ailleurs.

A – Ressources forestières

Le secteur forestier contribue toujours au développement économique de notre pays.

La forêt est à la base d'un secteur d'activités économiques qui vise à

« Le manque de transparence et de prudence dans la gestion, valorisation et conservation des ressources naturelles : nuire au processus du Développement Durable à Madagascar ».

Par Dr. Dorient RAVELOJAONA. E-mail : velojaoana@gmail.com

tel : 032 11 982 33 et 032 45 390 20

répondre aux besoins domestiques des ménages à approvisionner les marchés en produits forestiers. Le fonctionnement de ce secteur peut être notablement amélioré tant au niveau de l'exploitation, de la transformation que de la commercialisation, afin d'accroître sa contribution au développement économique national. Cette contribution devrait se refléter notamment dans la satisfaction d'une demande croissante en produits de meilleure qualité, la création d'un plus grand nombre d'emplois et l'augmentation de la part du secteur forestier dans le revenu national. La mise en valeur forestière, en tant que source de revenus, peut et doit être conduite de façon à assurer le maintien voire l'accroissement à long terme du capital que constitue la forêt.

La forêt vierge dense et humide de la réserve spéciale d'anjanaharibe-sud et Masoala qui engorge des divers espèces des bois précieux comme le bois de rose avec ses quatre espèces du genre *Dalbergia*(*baronni*, *greveana*, *madagascariensis* et *montricola*) qui sont le plus recherchés dans le monde et le bois d'ébène ect...

Pour ces derniers, entre 2009 à 2017 l'Etat malgache possède en stock saisie de

300.000 rondins¹⁰ (estimé à 600000 tonnes) de bois de rose estimé à 18.000 Milliard \$ US d'après calcul par rapport au prix de tonne en Chine qui est de 30.000\$ US le tonne et 26.200 rondins de bois d'ébènes.

Dans le cadre de ses ressources la recherche est limitée car presque toutes les informations sont classées confidentielle.

B – Ressources halieutiques

Madagascar possède d'abondantes ressources halieutiques, dont 5.000 kilomètres de littoral composé de mangroves et de récifs coralliens, qui produisent plus de 300.000 tonnes de surplus biologique, constitué de poissons, de crabes, de crevettes, de concombres de mer, d'huîtres et thon. *En 2017, seulement pour la filière thon, le montant de licences versé par les armateurs, les revenus de Madagascar pour autoriser la pêche de la flotte européenne dans ses eaux territoriales se chiffrent à près de 2 millions d'Euros pour l'année 2017* », a déclaré l'Ambassadeur de l'Union européenne à Madagascar, Antonio Sanchez Benedito, lors de cette réunion de la Commission mixte. Et pour compensé financièrement l'Etat Malgache dans le but d'améliorer la contribution de la pêche durable à l'économie du pays. « La

¹⁰ Rapport des CITES sur le stock saisi de bois de roses et d'ébène, 2018.

« Le manque de transparence et de prudence dans la gestion, valorisation et conservation des ressources naturelles : nuire au processus du Développement Durable à Madagascar ».

Par Dr. Dorient RAVELOJAONA. E-mail : velojaoana@gmail.com

tel : 032 11 982 33 et 032 45 390 20

contribution financière de l'Union Européenne pour cette année s'élève à 1 487 500 Euros.

Sur la base des statistiques officielles, le secteur de la pêche a apporté plus de 517 milliard d'ariary à la caisse de l'Etat en 2017 et presque 600 milliard en 2018.

III – DISCUSSIONS ET RECOMMANDATIONS

Ce chapitre nous a permis de discuter ensemble les différentes causes de non-développement de notre pays malgré ces ressources qui apportent beaucoup pour ce dernier. Avant que nous avancé des recommandations dans le but d'atteindre l'objectif du développement durable.

III – 1 DISCUSSIONS

D'après les chiffres et les informations recueillis sur le terrain, en se basant sur ses richesses naturelles, Madagascar ne doit pas confronter aux fléaux de la pauvreté qui est un obstacle majeur du développement de ce pays.

Mais ce la réalité, d'où l'affirmation de Docteur Emile Kasy dans son modeste travaux intitulé : « Madagascar riche et pauvre : paradoxe et Espoir »¹¹.

Pourquoi ?

Est-ce-que l'Etat Malgache n'a jamais profité de ses ressources pour démarrer son économie ?

Non, D'après le résultat de cette recherche, pour le secteur minier ca fait déjà 15 ans que le pays a connu un développement majeur avec le lancement de deux projets industriels de classe mondiale en parlant de QMM dans la région Anosy et Ambatovy dans la Région Alaotra mangoro et Atsinanana. Cela même chose pour le secteur forestier, en parlant des bois précieux comme le bois de rose et palissandre de la region Sava dans la réserve Spéciale d'Anjanaharibe-sud et ses alentour de la région Analanjiro dans la forêt du Masoala qui peut apporter beaucoup plus que nous gagnons s'il est bien gérer, valoriser et conserver.

✓ Pour le secteur minier, le contrat est ridicule concernant les redevances, seulement 2% de la valeur marchande qui entre dans la caisse de l'Etat perçues directement par le Trésor Public. En plus, toutes les sociétés qui oeuvrant dans se secteur toutes sont des entreprises étrangers en citant : ambatovy(Canadienne), QMM (canadienne), mayland (asiatique) ect..., dans ce cas déjà les redevances sont minable il y a sans doute des fuites de capitaux. Cela la prouve le manque de

¹¹ Source : Dr. EMILE Kasy, éditions des Falaises, France, 2017.

« Le manque de transparence et de prudence dans la gestion, valorisation et conservation des ressources naturelles : nuire au processus du Développement Durable à Madagascar ».

Par Dr. Dorient RAVELOJAONA. E-mail : velojaoana@gmail.com

tel : 032 11 982 33 et 032 45 390 20

sérosité de la part des dirigeants. Mais face à la popularité de politique d'ODD que notre pays a déjà du mal mené pendant son lancement officiellement il y a 3 ans, faut-il détruire ou conserver nos ressources naturelles ? D'après nos constat les dirigeants s'optées sur la destruction de nos ressources naturelles vue la non agissement sur le différents cas flagrant.

Si nous référé au cas du vol des bœufs. Durant l'année 2018, dans tout madagascar 6.000 zebus ont été volés par les dahalo, selon le gn. Colonel Zafisambatra Ravoavy, directeur de la securité et des renseignements de la gn bilan. En dehors du cas constaté au résultat ci-dessus concernant le bois précieux et le produit minier exploité illicitement.

Alors pourquoi tous le monde est étonné actuellement face à la dégradation du capital naturel de Madagascar d'année en année, qui représente plus de la moitié de la richesse totale du pays. Car l'Etat ne respect pas sa part de responsabilité dans le cadre de la gestion, valorisation et conservation de nos ressources pour atteindre l'ODD. En ignorant tous les problèmes qui nuire a ce processus de l'ODD :

➤ Face à une population fortement dépendante des ressources naturelles, l'équilibre entre la condition humaine et le statut environnemental est

extrêmement précaire. La déforestation persiste, ses causes principales étant la pratique de l'agriculture sur brûlis ainsi que la récolte de bois de chauffe et la production de charbon issus de forêts non destinées à l'exploitation et aux plantations. La déforestation se traduit par une détérioration des terres agricoles et une surexploitation des ressources forestières et halieutiques. Les trafics illicites des ressources naturelles augmentent, profitant à une poignée d'opérateurs aux dépends de la population, et ternissant l'image du pays. Les mécanismes de durabilité financière du réseau des aires protégées de Madagascar peinent à se mettre en place, et la pérennisation financière des parcs nationaux est continuellement mise en péril. La capacité de l'administration à faire face à ces défis, déjà réduite, s'est fortement détériorée avec la crise.

Et pour en finir, pourquoi les dirigeants espèrent un développement durable sans l'intention de conserver, valoriser et gérer nos ressources naturelles ?

Pour pouvoir se développer, certains aménagements sont indispensables pour un pays. Or, nombre d'entre eux font défaut à Madagascar.

A titre d'information, les Malgaches ont une faible espérance de vie en raison des mauvaises conditions de vie, notamment en matière d'assainissement et

« Le manque de transparence et de prudence dans la gestion, valorisation et conservation des ressources naturelles : nuire au processus du Développement Durable à Madagascar ».

Par Dr. Dorient RAVELOJAONA. E-mail : velojaoana@gmail.com

tel : 032 11 982 33 et 032 45 390 20

d'hygiène. Selon WaterAid Madagascar, environ 70% de la population n'a pas accès à un assainissement adéquat et 89% des Malgaches n'ont pas accès à des toilettes améliorées. En conséquence, il existe un risque élevé de propagation de maladies infectieuses majeures parmi la population. La santé est un autre problème majeur. Plus de la moitié des enfants du pays souffrent d'une forme grave de malnutrition. Le taux d'accès à l'électricité, 15,2%, est l'un des plus bas d'Afrique. De plus, le pays reste extrêmement vulnérable aux chocs climatiques, tels que les ouragans, les inondations, les infestations acridiennes et les crises de santé publique. Le sud du pays en particulier est confronté à des problèmes de sécurité dus aux vols à main armée de bétail.

Vous le saurez que 80 % de sa population vit en zone rurale et une grande partie est isolée du fait du manque d'infrastructures routières en citant le district de midongy Atsimo c'est un zone productif et regorge des pierres précieuses. En parlant de la commune rurale de Daraina qui regorge aussi de l'or. Autre élément illustrant ce point, le taux d'accès à l'électricité est de 13 % dans l'île, soit l'un des plus bas de la planète. Nul ne peut garder son silence à l'inefficacité de la JIRAMA.

IV – RECOMMANDATIONS

En parlant de la gestion, conservation, valorisation des ressources naturelles de Madagascar dans le cadre du développement durable c'est ne pas la millièmes fois. Bon nombre des chercheurs ont déjà proposées mais c'est une responsabilité entant que citoyen qui à vide de ce développement d'en fournir quelques.

Dans le but de maintenir le cap sur une perspective de développement durable, l'aménagement d'un territoire doit organiser un espace afin d'y établir des infrastructures et de rationaliser l'exploitation des ressources naturelles en vue de la satisfaction des besoins vitaux, voire de l'amélioration des conditions de vie des populations locales, présentes et futures. Dans les pays en développement comme Madagascar, la prise en compte du pluralisme juridique doit imposer lors de la conception mais non pas lors de la mise en œuvre des politiques publiques, notamment en matière d'aménagement du territoire et de la protection des espaces conservés. D'où la prépondérance de l'optimum de Pareto qui est l'un des outils les plus utilisés de la science économique : il consiste à se trouver dans une situation telle que toute amélioration du bien-être d'un individu (ou d'une catégorie

« Le manque de transparence et de prudence dans la gestion, valorisation et conservation des ressources naturelles : nuire au processus du Développement Durable à Madagascar ».

Par Dr. Dorient RAVELOJAONA. E-mail : velojaoana@gmail.com

tel : 032 11 982 33 et 032 45 390 20

d'individus) ne peut se faire qu'au détriment d'un autre individu (ou d'une autre catégorie d'individus).

Concernant les ressources forestières, elles sont renouvelables mais pas intarissable. Il est nécessaire de garantir le mieux possible les conditions de sa conservation et de son renouvellement, au bénéfice de la nation et des générations futures. Cela implique une amélioration des modes de gestion plutôt que dans le renforcement des systèmes d'interdiction. Des modes de gestion durable et appropriée devront permettre de concilier la satisfaction des besoins économiques et sociaux d'une part, et la préservation d'un équilibre global entre prélèvement et reconstitution de la ressource d'autre part.

V – CONCLUSION

Madagascar fait partie des cinq pays pilotes engagés depuis 2011 dans le Partenariat Mondial pour la Comptabilisation des Richesses Naturelles et la Valorisation des Services Ecosystémiques/Wealth Accounting and Valuation of Ecosystem Services – WAVES. Avec une bonne gestion du capital naturel, les actifs peuvent apporter leurs contributions aux exportations, à l'emploi et aux recettes publiques du pays peuvent être augmentées de façon

consistante. L'objectif est d'assurer une richesse totale par habitant croissante dans le temps. En plus de sa contribution aux recettes marchandes, le capital naturel génère un large éventail de services non marchands. Les services rendus au niveau local ou national englobent, parmi tant d'autres, la stabilité des sols dans les bassins hydrographiques qui assurée en amont par la végétation, contribue au bon fonctionnement en aval des installations d'approvisionnement en eau, d'irrigation ou de production hydroélectrique.

Toutefois, les indicateurs économiques conventionnels, tels que le Produit Intérieur Brut (PIB) qui est généré par le Système de Comptabilité Nationale, donnent une image déformée de la performance économique car ils ne renseignent nullement sur la mesure dans laquelle les activités économiques épuisent le capital naturel ou dégradent ses aptitudes à fournir des bienfaits économiques en termes d'approvisionnement et de régulation.

Pour maintenir une croissance durable, il est ainsi fondamental d'aller au-delà de la mesure traditionnelle du PIB et de commencer à intégrer au niveau de la comptabilité nationale la valeur du capital naturel. Il serait impensable pour une entreprise privée de se limiter à la mesure

« Le manque de transparence et de prudence dans la gestion, valorisation et conservation des ressources naturelles : nuire au processus du Développement Durable à Madagascar ».

Par Dr. Dorient RAVELOJAONA. E-mail : velojaoana@gmail.com

tel : 032 11 982 33 et 032 45 390 20

des revenus sans mesurer son bilan. De la même manière, l'économie nationale ne devrait pas être mesurée uniquement par les produits et services qu'elle génère chaque année (le PIB), la prise en compte des changements dans ses actifs produits, financiers, humains, sociaux et naturels est indispensable. La comptabilisation du capital naturel permet de mieux apprécier les possibilités offertes par le patrimoine naturel et de développer des mécanismes et décisions politiques propices à une utilisation équitable et durable des ressources naturelles. Le WAVES Madagascar effectue cette comptabilisation sur quatre secteurs: l'Eau, les Mines, le Bois et les Indicateurs Macroéconomiques.

Les pressions engendrées par les mouvements migratoires opérés à l'intérieur du territoire de la république se distinguent suivant la nature même de la migration. Poussés par le fort taux de chômage et l'accroissement démographique non maîtrisé, le faible taux de scolarisation, les Malagasy se déplacent à l'intérieur de leur pays en quête d'endroits plus propices et prospères. Les migrations peuvent donc aller d'une recherche de terrains de cultures (migration agricole), d'une affluence vers une zone minière (migration minière) ou encore d'une nécessité de trouver du travail

(migration ouvrière). Si ce dernier épargne les ressources naturelles, la migration agricole et minière constitue de réels dangers pour la biodiversité du pays.

D'après tous ce que nous avons avancé et justifié, nous pouvons confirmer que « La manque de transparence et de prudence dans la gestion, valorisation et conservation des ressources naturelles : nuire au processus du Développement Durable à Madagascar ». Donc il faut orienter notre politique et stratégie dans le cadre de développement durable vers la valorisation, conservation et gestion de nos recherches naturelles. Si non le Développement Durable à Madagascar est une utopie génèreuse.

VII - REFERENCES

BIBLIOGRAPHIQUES

VII -1 Ouvrages généraux

➤ Donald Rutherford, dans population 2007/2 (volume 62) pages 253 à 280 mise en ligne sur Cairn.info 2007

➤ Dr. EMILE Kasy, éditions des Falaises, France, 2017.

➤ Dr. RAVELOJAONA Dorient, est-il réalisable de gérer et de conserver l'environnement tout en assurant besoins du présent et celui de la génération futur, publication Mada-géo : journal sciences de la terre, volume 1, ISSN 207464587, 2018, Madagascar

➤ RASOLOARISON Lalasoa Jeannot, Histoire de Madagascar, éditions jeunes Malgaches, 48pages, 2015.

« Le manque de transparence et de prudence dans la gestion, valorisation et conservation des ressources naturelles : nuire au processus du Développement Durable à Madagascar ».

Par Dr. Dorient RAVELOJAONA. E-mail : velojaoana@gmail.com

tel : 032 11 982 33 et 032 45 390 20

➤ Steven M. Goodman,
« Paysages naturels et biodiversité de Madagascar, publications scientifiques Muséum, Paris, WWF, 2008.

VII-2 DOCUMENTS ET PERIODIQUES

- Ambatovy, mars 2013
- CITES, Rapport sur le stock saisi de bois de roses et d'ébène, 2018.
- Ministère de l'environnement et du développement Durable
- Ministère des ressources halieutiques et de pêches.
- PNUD, Rapport sur la composante « éducation », 2017.
- Rapport du Comité de haut niveau sur le programme de développement, mai 2013.
- WaterAid Madagascar, rapport sur l'accès de la population à l'assainissement, 2018.

VII -3 Web-graphiques

www.mfb.gov, septembre 2017.

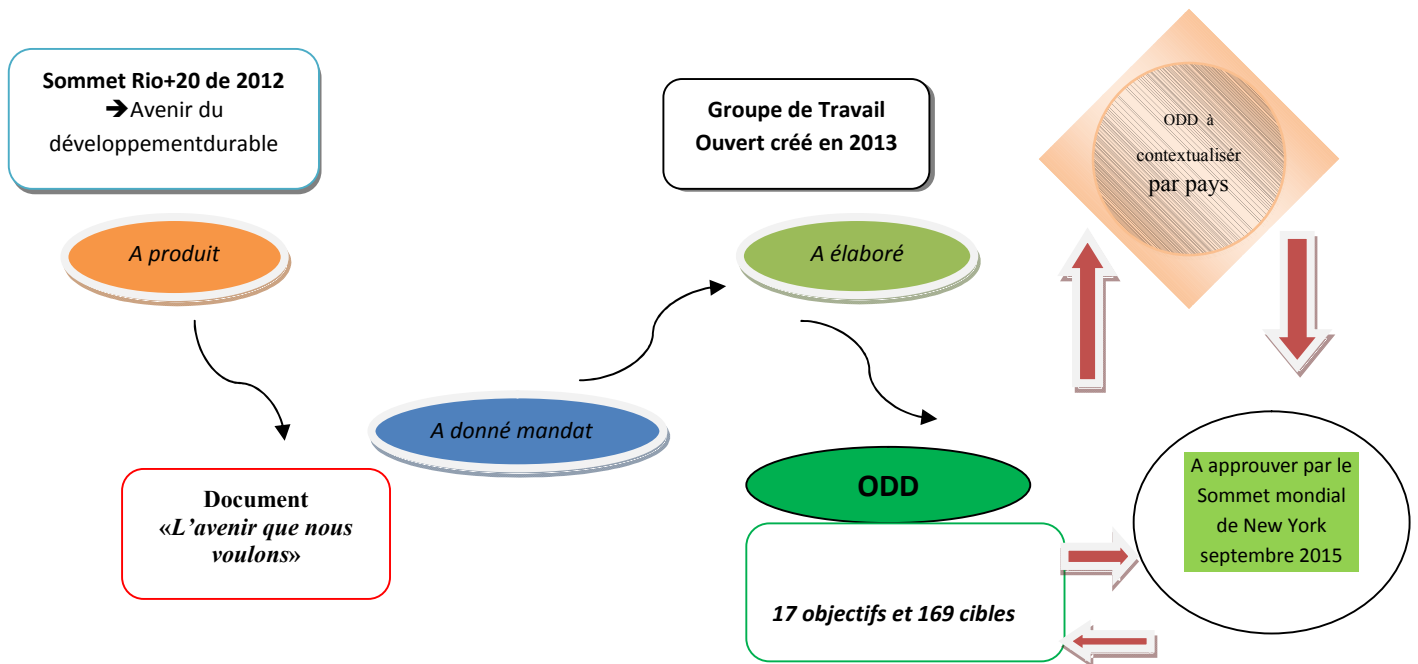
www.medd.gov, mars 2018

« Le manque de transparence et de prudence dans la gestion, valorisation et conservation des ressources naturelles : nuire au processus du Développement Durable à Madagascar ».

Par Dr. Dorient RAVELOJAONA. E-mail : velojaoana@gmail.com

tel : 032 11 982 33 et 032 45 390 20

Annexe I : L'itinéraire des Objectifs du Développement Durable au niveau mondial



Source : PND, Madagascar.

« Le manque de transparence et de prudence dans la gestion, valorisation et conservation des ressources naturelles : nuire au processus du Développement Durable à Madagascar ».

Par Dr. Dorient RAVELOJAONA. E-mail : velojaoana@gmail.com

tel : 032 11 982 33 et 032 45 390 20
